

*Allocations familiales—Loi***LA MOTION D'AJOURNEMENT**

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. le vice-président: En conformité de l'article 46 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: L'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow)—Les soins médicaux—*a*) Le financement des centres de traitement contre le cancer. *b*) La recherche médicale; l'honorable député de York-Est (M. Redway)—Les assurances—La difficulté pour les municipalités d'obtenir une assurance-responsabilité; l'honorable député de Prince-Albert (M. Hovdebo)—L'agriculture—*a*) Les méthodes mises en œuvre par les États-Unis et la CEE en ce qui a trait au commerce du blé. *b*) Les subventions aux denrées agricoles aux États-Unis.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE 1973 SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Epp (Provencher): Que le projet de loi C-70, tendant à modifier la Loi de 1973 sur les allocations familiales, soit lu pour la 3^e fois et adopté.

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou des observations à la suite du discours du député?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le Président, je trouve particulièrement pénible de devoir être témoin de l'hypocrisie des libéraux. Ce matin, le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) a tenté de prouver que le programme des 6 et 5 p. 100 n'avait eu aucun effet sur les allocations familiales. Il a dit que son seul objet avait été de ralentir l'inflation. Il est vrai que l'inflation est passée de 11 à 7 p. 100.

M. Gauthier: Ah, non. A 4 p. 100. Soyez honnête. Ne soyez pas hypocrite. Dites la vérité.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Mais le chômage est passé de 7 à 11 p. 100, ce qui me rappelle les 711 magasins qui ont fait faillite pendant que l'ancien gouvernement nous menait lui-même à la faillite.

M. Gauthier: C'est absurde.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Comme il a été question d'équité au cours du débat, je demande au député de Sudbury

(M. Frith) s'il croit qu'il est juste que les libéraux aient anéanti l'allocation de base en s'y attaquant en 1976 puis en 1979?

M. Gauthier: Soyez donc sérieux.

M. Frith: Monsieur le Président, quand on affirme que le programme des 6 et 5 p. 100 a entraîné une réduction de toutes les prestations sociales, il faut examiner les choses dans leur contexte. Quand nous avons instauré le programme des 6 et 5, l'inflation dépassait les 10 p. 100. Onze mois plus tard, l'inflation était tombée à 4 p. 100. Le programme a peu ou pas contribué à faire baisser le pouvoir d'achat.

J'ajouterai autre chose, monsieur le Président. C'est là qu'on voit la différence entre un libéral et un conservateur. En élaborant le programme, nous avons eu l'intelligence et la compassion de doubler l'indexation en faveur des pauvres pour éviter que ceux-ci n'aient à en souffrir. On ne peut en dire autant au crédit du gouvernement conservateur. Dans son budget du 23 mai dernier, il a désindexé les pensions des personnes âgées sans se soucier de ceux qui vivaient déjà dans la pauvreté. Le député d'Ottawa-Carleton (M. Turner) a peut-être envie de répondre à cela.

M. Keeper: Monsieur le Président, j'ai un commentaire qui pourrait je pense se présenter sous forme de question. Je suis vraiment outré que les conservateurs estiment, quand nous les critiquons ainsi que les libéraux pour ce qu'ils font des allocations familiales, qu'ils peuvent simplement s'en tirer en disant qu'il n'y a rien de mal à cela puisque les libéraux l'ont fait avant eux quand ils étaient au pouvoir. Quelle défense brillante.

M. Frith: Et nous l'avons payé.

M. Keeper: Et comme le dit mon collègue: «Nous l'avons payé», et cela a coûté cher aux libéraux de faire ce que font maintenant les conservateurs. Et les sondages Gallup montrent bien que cela commence à coûter cher aux conservateurs.

M. Frith: Monsieur le Président, je n'ai pas pu ne pas répondre à cette question. J'ai soufflé la réponse au député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper), car c'est vrai. Nous avons payé pour certaines de ces choses que nous avons faites, et je pense qu'au train où ils vont, les conservateurs d'en face vont payer le même prix. Je suis sidéré de voir que tous les jours à la période des questions la parade favorite du gouvernement aux questions de l'opposition consiste à accuser les médias de ne pas faire passer le message. Vous ne vous êtes pas demandé, monsieur le Président, si par hasard ce ne serait pas que le message passe effectivement mais ne plaît pas au public? Ce serait aussi une possibilité.